

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 septembre 2017

SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME - (N° 164)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT**N ° 506**

présenté par

M. Parigi, M. Pradié, M. Reda, M. Verchère et M. Ramadier

ARTICLE 3

I. – Supprimer la seconde phrase de l’alinéa 14.

II. – En conséquence, procéder à la même suppression aux alinéas 25 et 31.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent article rend suspensif tous référés liberté dirigés contre les mesures prévues par le présent article. Si le juge doit rendre sa décision dans les 48 heures, ce laps de temps peut être suffisant pour commettre d’éventuels actes terroristes. Il s’agit donc simplement ici de revenir au droit commun selon lequel les recours fondés sur l’article L. 521-2 du code de justice administrative n’ont pas d’effet suspensif.